

« LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE S'EST BLOQUÉ DEPUIS 1990 »

L'INVITÉ

Moncef Merzouki

Ancien président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme

Quelle est la raison de votre candidature à l'élection présidentielle du 20 mars prochain ?

Moncef Merzouki : Le sens de mon geste, c'est de donner à l'opération électorale sa crédibilité. Paradoxalement, c'est ma candidature qui peut donner de la valeur à l'élection présidentielle prochaine. Sinon, les Tunisiens n'iraient pas plus à cette élection qu'ils n'iraient à un match de football où il y a une seule équipe qui joue, où le but de l'adversaire est vide et où le score est connu à l'avance 9 à 0.

S'agissant de l'obstacle constitutionnel qui empêche toute candidature indépendante, je viens de demander au chef de l'État dans une lettre ouverte de contourner cet obstacle en autorisant 30 élus de son propre parti à parrainer ma candi-

dature. Un tel geste ferait honneur au chef de l'État et accorderait le crédit nécessaire au scrutin présidentiel.

- Vous aviez dit en 1989 au lendemain de votre élection à la tête de la Ligue tunisienne des droits de l'homme : « Je ne suis pas ministrable. » Qu'est-



(Photo D.R.)

“ La Tunisie doit prendre le risque de la démocratie ”

ce qui a changé pour que vous vous considériez aujourd'hui comme présidentiable ?

- En 1989, je pensais qu'un processus démocratique était enclenché. Je pouvais l'aider en tant qu'intellectuel, en tant que président d'une association qui est en quelque sorte un contre-pouvoir. Malheureusement, à partir de 1990, le processus démocratique s'est bloqué. La Ligue n'a pu faire son travail. Tout a été fait pour me marginaliser. Je suis interdit de parole depuis deux ans, même dans la presse dite indépendante. La Ligue devait s'inscrire dans ce que Amnesty International a appelé dans son dernier rapport la bureaucratie des droits de l'homme, dans un cadre de grande contradiction entre le discours et la pratique. Enfin, on a vu la Ligue passer maintenant sous le contrôle des amis du pouvoir. C'est pour toutes ces raisons que j'ai estimé de mon devoir de présenter ma candidature.

- Qu'est-ce que vous proposez aux Tunisiens ?

- D'abord, la mise en place des structures d'un État démocratique et l'application de toutes les règles sauvegardant les

libertés individuelles et publiques. J'ai toujours pensé que la Tunisie peut être un pays arabo-musulman et néanmoins démocratique. Le risque de la démocratie est un bon risque, et le pays doit le prendre.

- Quelle est votre part de responsabilité dans la crise qui vient de secouer la Ligue, et comment voyez-vous son avenir ?

- Mes amis et moi avons eu l'honneur de prolonger de quatre années l'indépendance de la Ligue. Voilà ma responsabilité. Si crise il y a, c'est la crise des droits de l'homme dans le pays. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à se reporter aux 90 communiqués de la Ligue des trois dernières années. Mais l'intolérance à la moindre critique est devenue telle que le simple rappel des faits sans commentaires est devenu impossible. J'ai été interrompu à l'ouverture du congrès au moment où je rappelais les pressions dont la Ligue a été victime. Que cette Ligue encerclée, envahie et infiltrée ait fini par devenir une Ligue contrôlée ne m'étonne pas.

Recueilli par
Kamel LABIDI
(À Tunis)



Climat stimulant

Le Dr Moncef Marzouki

Le climat politique qui règne en Tunisie est fondamentalement différent de celui qui prévalait jusqu'au 6 novembre. C'est un climat empreint de détente et du sentiment qu'un lourd fardeau a disparu. Le changement intervenu depuis est vécu dans la liesse d'autant que la manière dont il a été opéré n'a pas coûté à la Tunisie un prix élevé comme ce fut le cas dans d'autres pays où il s'est traduit par la répression et l'effusion du sang. Aussi l'état psychologique qui règne en Tunisie a-t-il donné lieu à une sorte d'unanimité et d'unité qui faisaient défaut jusqu'alors. Certes on n'est pas parvenu à régler tous les problèmes qui se posent au pays, le 7 Novembre n'était pas une baguette magique qui permet d'effacer d'un seul trait tous les problèmes qui se rattachent soit au chômage, aux déséquilibres entre les régions, soit aux islamistes. Il existe encore de nombreux problèmes économiques, sociaux et politiques. Il y a cependant un consensus sur nombre de problèmes dans le cadre de l'unité nationale et de l'unanimité autour de la personne du Président Zine el Abidine Ben Ali d'une part, et d'autre part autour de l'approche avec laquelle il traite les problèmes. Il règne en Tunisie une atmosphère qui nous permet d'aller de l'avant et de trouver des solutions aux problèmes qui se sont accumulés pendant les dernières années, tels que ceux de la santé et de l'enseignement. Ceci exige une conjugaison des efforts à l'abri de la perte de temps et des désaccords.